

Non content de les dénigrer en abusant du « fonctionnaires-bashing », le p'tit Guillaume a décidé, en accord avec lui-même et le vicomte de Savoie, de présenter son projet de décret réduisant la rémunération des agents publics contractuels lors des congés maladie, avant même le passage de la loi au Parlement, et prévoit une entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2025...



Cette présentation est programmée lors du Conseil Commun de la Fonction Publique (CCFP) qui se tiendra le 3 décembre prochain... soit 2 jours avant la journée de mobilisation !

Hasard, coïncidence ou bras d'honneur ?

Droit dans ses bottes, le ministre de la Fonction Publique provoque une fois de plus les agents publics !

Alors que le budget 2025 n'est pas encore voté, alors que le Parlement n'a pas encore validé la loi relative à cette mesure injuste et injustifiée, le ministre de la Fonction Publique reste sourd au dialogue face à l'opposition des organisations syndicales. Pendant ce temps, le gouvernement, lui, n'y voit aucun problème ! Bref, ça sent le déni de démocratie à plein nez !

Cette mesure, pour soi-disant lutter contre l'absentéisme légendaire des fonctionnaires, n'est rien de plus qu'une volonté à peine dissimulée de faire les poches aux agents publics !

Ce projet de décret vise les agents publics contractuels dont la gestion relève du domaine réglementaire. Les agents titulaires se verront appliquer la même sanction financière via un

amendement au projet de Loi de Finances 2025 déposé par le gouvernement...



Passage en force et mascarade de dialogue social !

Puisque le ministre de la Fonction Publique s'assoit sur le dialogue social et le débat démocratique au Parlement, **l'UFAP UNSa Justice** au travers de l'UNSa Fonction Publique ne siègera pas au CCFP du 3 décembre prochain et appelle tous les personnels pénitentiaires à participer massivement à la journée d'action du 5 décembre partout dans l'Hexagone et en Outre-Mer.

TOUTES ET TOUS MOBILISÉ-ES LE 5 DÉCEMBRE POUR DÉFENDRE NOTRE SANTÉ, NOS ACQUIS SOCIAUX, ET NOTRE POUVOIR D'ACHAT !

Le Secrétaire Général,
Emmanuel CHAMBAUD